

## Formation des enseignants

### L'investissement éducatif: contourner la question ou l'affronter ?

A la lecture des contributions de l'École Emancipée (EE) sur le recrutement et la formation des enseignants (FDE), on relève divers points de débat ou de désaccord avec Unité et Action (UA), dont l'un, particulièrement étonnant, à la fin de <https://www.snes.edu/Contributions-Theme-2-Rennes-2018.html#9> quand EE souligne que son schéma de formation-recrutement « **est réaliste et (que) son coût ne serait pas forcément plus important qu'actuellement** ».

L'ennui c'est que pour que la FDE aille mieux, il est au contraire **impératif que l'Etat investisse davantage**. Les insuffisances actuelles de la FDE, les difficultés des formateurs, la souffrance hélas trop fréquente des stagiaires, tout cela vient justement de ce que depuis une quinzaine d'années l'Etat a réduit sa dépense d'Education par tête d'élève/étudiant, dans la FDE comme à tous les niveaux du système éducatif (*lycée Chatel, collège2016, etc*). La diète sévère imposée à l'enseignement supérieur – FDE comprise, s'est accompagnée du transfert d'une part croissante du coût de la FDE, de l'État vers les formés, étudiants et stagiaires eux-mêmes.

Ce constat étant fait, si on ne prend pas pour boussole l'idée que, pour la FDE comme pour l'enseignement supérieur et scolaire, **c'est cette logique de désengagement de l'État qu'il faut inverser**, on part mal.

Rien que pour rétablir les Aides spécifiques aux candidats aux concours qui existaient encore en 2013, ce qui ne coûterait pas très cher, seulement +/- 30 M€ par an pour donner 2500€/an maxi à 12 000 candidats aux concours externes, la condition *sine qua non* est que l'Etat dépense davantage qu'aujourd'hui - *où plus aucune aide financière aux candidats aux concours n'existe parce qu'elles ont toutes été supprimées, ce qui renvoie les candidats à l'autofinancement donc aux petits boulots précaires*.

A fortiori, pour prérecruter il faudra que l'État dépense davantage qu'actuellement – avec un « *retour sur investissement* » ensuite sous forme de profs titulaires et bien formés, mais encore faut-il **commencer par investir**.

Vérifier le « *réalisme* » des revendications est un souci légitime. A titre indicatif 30M€ pour rétablir les Aides aux candidats aux concours externes c'est *peanuts* (0,0000005 % ?) par rapport aux 6 Mds€ par an du Crédit Impôt Recherche dont même la Cour des Comptes reconnaît que c'est une niche fiscale. A elle seule, en 2018 la réforme de l'ISF par Macron coûtera à l'Etat 3,2 Mds€, de quoi financer la création de dizaines de milliers d'emplois publics - par exemple et au hasard : quelques milliers d'emplois d'élèves-fonctionnaires prérecrutés c'est-à-dire payés pour étudier, afin de devenir des profs titulaires solidement formés.

Rétablir les Aides aux candidats aux concours et même de véritables prérecrutements est donc finançable sans mettre aucunement ni l'Etat, ni même les grandes fortunes, sur la paille.

Il n'y a par conséquent **aucune raison de s'autocensurer et de partir profil bas** en disant que promis-juré, on propose un schéma dont le « *coût ne serait pas forcément plus important qu'actuellement* ».

Parce qu'en revanche, si on admet d'entrée que « *le coût **ne doit pas forcément être plus important qu'actuellement*** », on se prépare des déconvenues, surtout face à Blanquer.

Un schéma satisfaisant de recrutement et de FDE est-il possible, **à dépense (de l'État) constante** par personne formée ?

Avancer le concours fin L3 et payer les stagiaires 2 ans au lieu d'1 seul actuellement, comme le propose l'EE, si c'est **à dépense (de l'Etat) constante** par personne formée, **cela implique nécessairement que les stagiaires soient mis à contribution d'une façon ou d'une autre** afin que pour l'État l'opération soit blanche.

Si le MEN employeur ne se « rattrape » pas aux dépens des stagiaires en baissant leur salaire « *puisque'on les recrute 1 an plus tôt* » (argument de Peillon naguère), reste à les utiliser comme main d'oeuvre une fois recrutés : en responsabilité dès l'année de M1, puis avec éventuellement plus qu'un mi-temps en M2. Ce qui lamine d'avance toute possibilité de formation Master exigeante, et nous fait repartir dans un scénario où l'entrée dans le métier se fait dans la douleur (*non pas un an, mais deux*).

Soyons cohérents: dès lors qu'on tient à une FDE à la hauteur d'« *un métier de conception qui s'apprend* », il faut refuser que les stagiaires soient utilisés toujours davantage comme moyens d'enseignement. Les affecter **en surnombre** auprès d'un tuteur, voire auprès de plusieurs tuteurs successifs pour découvrir des contextes variés dans une logique de formation, oui. Mais les affecter en responsabilité là où il y a des trous à boucher, non.

Quels que soient les trajectoires et les viviers d'origine, l'accès effectif à la FDE de chaque candidat-e et stagiaire est possible - moyennant des Aides, des prérecrutements et des décharges, ainsi qu'un solide réinvestissement de l'État dans les moyens et capacités d'accueil des ESPE et de l'enseignement supérieur.

Il n'y a donc pas d'échappatoire : si l'on veut une meilleure FDE, l'État va devoir dépenser davantage.

UA revendique une FDE exigeante sécurisée pour tous, et assume les conséquences de cette orientation. C'est ce combat-là, celui de l'investissement éducatif, qu'il faut mener.

Marianne Auxenfans UA Versailles